

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

800 Burrard Street, Room 219

800, rue Burrard, pièce 219

Vancouver, BC V6Z 0B9

Bid Fax: (604) 775-7526

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific Region

219 - 800 Burrard Street

800, rue Burrard, pièce 219

Vancouver, BC V6Z 0B9

Title - Sujet Produits en Acier	
Solicitation No. - N° de l'invitation F1571-188009/A	Date 2019-10-22
Client Reference No. - N° de référence du client F1571-188009	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$VAN-532-8688
File No. - N° de dossier VAN-9-42141 (532)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-11-18	Time Zone Fuseau horaire Pacific Standard Time PST
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Takasaki, Alan H.	Buyer Id - Id de l'acheteur van532
Telephone No. - N° de téléphone (604)671-1831 ()	FAX No. - N° de FAX (604)775-7526
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Department of Fisheries and Oceans Steveston and French Creek Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
1.4 SERVICE CONNEXION POSTEL.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	4
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES.....	5
2.4 LOIS APPLICABLES	5
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	6
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	6
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	7
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	7
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	8
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	8
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	9
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	9
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES	10
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	10
A. OFFRE À COMMANDES.....	10
7.1 OFFRE.....	10
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	10
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	10
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	11
7.5 RESPONSABLES.....	11
7.6 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	12
7.7 CALL-UP PROCEDURES	12
7.8 INSTRUMENT DE COMMANDE	13
7.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	13
7.10 LIMITATION FINANCIÈRE.....	14
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	14
7.12 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	14
7.13 LOIS APPLICABLES	14
7.14 TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	14
7.15 LISTES DE PRIX	15
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	15
7.1 BESOIN.....	15
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	15

Solicitation No. - N° de l'invitation
F1571-188009/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F1571-188009

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur
VAN532
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

7.3	DURÉE DU CONTRAT	15
7.4	PAIEMENT	15
7.5	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	16
7.6	CERTIFICATION RELATIVE AUX NORMES DE SOUDAGE - CONTRAT	16
7.7	ASSURANCES.....	17
7.8	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	17
ANNEXE « A »		18
	BESOIN	18
ANNEXE « B »		26
	BASE DE PAIEMENT	26
ANNEXE « C DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES		30
	INSTRUCTIONS CONCERNANT L'OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIÈRE.....	30
ANNEXE « D » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES		33
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	33
FORMULAIRE A – FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		34
FORMULAIRE B		36
	FORMULAIRE D'ATTESTATION DE LA CONFORMITÉ TECHNIQUE	36

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent : |
| | 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; |
| | 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent Besoin, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique – Attestation et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- 1.2.1** La Direction des ports pour petits bateaux (PPB) du ministère des Pêches et des Océans (MPO) a des besoins visant la fabrication, la fourniture et la livraison de divers produits en acier, comme des tuyaux, des tôles et des pieux en H ainsi que différents éléments de structure, pour la Région du Pacifique, « au fur et à mesure des besoins ». Cet équipement destiné au MPO sera livré au port pour petits bateaux de Steveston, 12740, chemin Trites, Richmond, C.-B. V7E 3R8, et à l'administration portuaire du MPO à French Creek au 1055, chemin Lee, à Parksville (C.-B.) V9P 2E1.

Le Canada a l'intention de lancer deux offres à commandes. L'offre à commandes sera valable pour une période d'un an à compter de la date de clôture de la demande d'offres à commandes, avec la possibilité de prolonger par la suite d'une période d'un (1) an l'offre à commandes.

- 1.2.2** Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Service Connexion postal

« Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements. »

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2019-03-04) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 180 jours

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
800, rue Burrard, pièce 219
Vancouver, C-B V6Z 0B9

TPSGC.RPReceptiondessoumissions-PRBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca - Aucune soumission ou offre transmise directement à cette adresse de courriel ne sera acceptée. Le présent courriel vise simplement à ouvrir une conversation Connexion postal, conformément aux instructions uniformisées. (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/1/2003/23#transmission-par-telecopieur>)

numéro de télécopieur pour la transmission : (604)775-7526

2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 10 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Produits équivalents

1. Les produits dont la forme, l'ajustage, la fonction et la qualité sont équivalents aux articles spécifiés dans la demande de soumissions seront pris en considération si le soumissionnaire :
 - a. indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement;
 - b. déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué;
 - c. fournit les caractéristiques complètes et les imprimés descriptifs pour chaque produit de remplacement;
 - d. présente une déclaration de conformité comprenant des caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement répond à tous les critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions, et;
 - e. indique clairement les parties des caractéristiques et des imprimés descriptifs qui confirment que le produit de remplacement est conforme aux critères de rendement obligatoires.
2. Les produits offerts comme équivalents sur les plans de la forme, de l'ajustage, de la fonction et de la qualité ne seront pas pris en considération si :
 - a. la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité contractante de pleinement évaluer l'équivalence de chaque produit de remplacement, ou;

- b. le produit de remplacement ne répond pas aux critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions visant l'article en question ou ne les dépasse pas.
- 3. Lorsque le Canada évalue une soumission, il peut, sans toutefois y être obligé, demander aux soumissionnaires qui offrent un produit de remplacement de démontrer, à leurs propres frais, que le produit de remplacement est équivalent à l'article indiqué dans la demande de soumissions.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

- Si l'offrant choisit d'envoyer son offre par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation. La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique
Section II : Offre financière
Section III : Attestations

- Si l'offrant choisit de transmettre son offre sur papier, le Canada demande que l'offre soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique (2 copies papier)
Section II : Offre financière (1 copie papier)
Section III : Attestations (1 copie papier)

- Si l'offrant fournit simultanément plusieurs copies de son offre à l'aide de méthodes de livraison acceptables, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;

- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Se reporter à l'annexe C et tableau B pour obtenir des instructions supplémentaires concernant l'offre technique

Section II : Offre financière

- 3.1.1 Les offrants doivent présenter leur offre financière en dollars canadiens en conformité avec l'annexe B, Base de paiement.
- 3.1.2 **Prix - articles**
Les offrants doivent proposer des prix fermes pour tous les articles énumérés dans l'(les) annexe « B ».
- 3.1.3 **Annexe C** - Se reporter à l'annexe C pour obtenir des instructions supplémentaires concernant l'offre financière
- 3.1.4 **Paiement électronique de factures - offre**
Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.
- 3.1.5 **Fluctuation du taux de change**
C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire » constituent des exigences obligatoires. Les soumissions qui ne respectent pas toutes les exigences obligatoires, sans exception, seront déclarées irrecevables et rejetées.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

Clause du Guide des CCUA M0220T (2016-01-28), Évaluation du prix

4.1.2.2 Calculs pour l'évaluation financière totale

Pour chaque élément des tableaux B.1 à B.5 de l'annexe B, le prix proposé sera multiplié par les quantités estimatives, comme indiqué à l'annexe C. Le total de l'évaluation financière correspondra à la somme de tous les éléments pour les deux années.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection - critères techniques obligatoires seulement

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

Le Canada a l'intention d'attribuer jusqu'à deux offres à commandes en fonction des critères suivants.

1. Si une seule offre satisfait à tous les critères d'évaluation technique obligatoires, elle se verra attribuer 100 p. 100 des dépenses estimatives. Les dépenses estimées pour deux ans sont de 1 000 000 \$.
2. Si plusieurs offres satisfont à tous les critères d'évaluation technique obligatoires, les dépenses seront réparties comme suit :
 - a. si l'offre ayant le deuxième prix le plus bas se situe à 5 p. 100 de l'offre la plus basse, chaque offre à commandes recevra 50 p. 100 du montant;
 - b. si l'offre ayant le deuxième prix le plus bas se situe à 10 p. 100 de l'offre la plus basse, 60 p. 100 du montant sera accordé à l'offre la plus basse et 40 p. 100 à l'offre ayant le deuxième prix le plus bas;
 - c. si l'offre ayant le deuxième prix le plus bas se situe à 20 p. 100 de l'offre la plus basse, 70 p. 100 du montant sera accordé à l'offre la plus basse et 30 p. 100 à l'offre ayant le deuxième prix le plus bas;
 - d. si l'offre ayant le deuxième prix le plus bas se situe à plus de 20 p. 100 de l'offre la plus basse, la seconde offre à commandes ne sera pas émise.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi

qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web Intégrité – Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre, mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou l'un de ces renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du Programme de contrats fédéraux (PCF) » pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.2.3 Certification relative aux normes de soudage – soumission

1. Les travaux de soudage doivent être effectués par un soudeur certifié par le Bureau canadien de soudage (BCS) selon les normes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) suivantes :

- a. CSA W47.1 (version actuelle), Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier le niveau 2.1 de la division;
2. Avant d'attribuer le contrat (commande subséquente achevée) et dans les 15 jours civils suivant la demande écrite de l'autorité contractante, le soumissionnaire retenu devra fournir une preuve démontrant _____ (insérer « sa certification par le BCS » ou « sa certification par le BCS et celle de son sous-traitant », ou « la certification par le BCS de son sous-traitant ») selon les normes en matière de soudage émises par la CSA.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

Laissé en blanc

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

2005 (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les semestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des semestres :

- premier semestre : du 1^{er} avril au 30 septembre

- deuxième semestre : du 1^{er} octobre au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 30 jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes (Période initiale)

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du _____ au _____.

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour 1 période supplémentaire d'un an, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.4.3 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « A » de l'offre à commandes.

7.4.4 Exigences en matière de livraison

L'offrant doit avoir terminé la livraison dans un délai de 120 jours civils à partir de la date de prise d'effet de la commande subséquente. Selon les besoins opérationnels, le Canada se réserve le droit de négocier un délai de livraison plus court pour chaque commande subséquente.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Al Takasaki
Spécialiste en approvisionnements
Direction générale des approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Adresse : 800, rue Burrard, pièce 219,
Vancouver, C.-B. V6Z 0B9

Téléphone : 604-671-1831
Courriel : Al.Takasaki@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Solicitation No. - N° de l'invitation
F1571-188009/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F1571-188009

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur
VAN532
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

7.6 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : le chargé de projet du MPO ou son représentant délégué

7.7 Procédures pour les commandes subséquentes

Puisque plus d'une offre à commandes a été attribuée dans le cadre du présent besoin, le Canada utilisera la méthode suivante pour sélectionner un offrant.

Un offrant sera sélectionné en fonction de l'offrant qui est le plus loin du pourcentage de répartition maximum prédéterminé. Cette approche fait en sorte que le travail sera réparti de manière uniforme, comme indiqué aux offrants dans le contrat. Dans le cas où les fonds sont insuffisants dans l'offre à commandes d'un offrant pour effectuer la commande subséquente, l'offrant suivant qui est le plus loin du pourcentage de répartition, et dont les fonds sont suffisants, sera sélectionné pour les travaux.

Exemple :

L'offrant 1 a un contrat associé à une proportion désignée de 800 000 \$.
L'offrant 1 a reçu des AT d'une valeur totale de 200 000 \$.
L'offrant 2 a un contrat associé à une proportion désignée de 700 000 \$.
L'offrant 2 a reçu des AT d'une valeur totale de 150 000 \$.

L'offrant 1 : $200\,000\ \$ / 800\,000\ \$ = 0,250$

L'offrant 2 : $150\,000\ \$ / 700\,000\ \$ = 0,214$

Dans ce scénario, l'AT de l'offrant 2 n'est utilisée qu'à 21,4 % et on recommandera donc que la prochaine commande subséquente soit octroyée à l'offrant 2.

L'entrepreneur recommandé pourrait être ignoré pour une commande subséquente pour l'une ou l'autre des raisons suivantes :

- a) si l'offrant recommandé confirme par écrit qu'il est dans l'impossibilité d'exécuter la commande subséquente à la date de livraison exigée;
- b) si l'entrepreneur n'a pas respecté en totalité les engagements en vertu de la commande subséquente précédente, le Canada se réserve le droit d'ignorer l'offrant jusqu'à ce que la commande subséquente antérieure soit exécutée. Par exemple, l'entrepreneur n'a pas respecté la date de livraison indiquée dans la commande subséquente et n'a pas exécuté cette dernière. Le Canada se réserve aussi le droit d'annuler la commande subséquente et d'émettre une commande subséquente à l'intention de l'entrepreneur recommandé suivant.

Les montants de toutes les commandes subséquentes attribuées seront suivis par le chargé de projet ainsi que par l'autorité contractante.

7.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
 - PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
 - PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tout le moins les renseignements suivants :
 - le numéro de l'offre à commandes;
 - l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
 - la description et le prix unitaire de chaque article;
 - la valeur totale de la commande subséquente;
 - le point de livraison;
 - la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
 - la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

7.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes du ministère des Pêches et des Océans à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 100 000 \$ (taxes applicables incluses).

Une commande supérieure à ce montant doit être émise par l'autorité contractante de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.10 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de _____ \$ (taxes applicables exclues), à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2006 (2019-03-04), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- d) les conditions générales (2018-06-21), biens (complexité moyenne);
- e) l'Annexe « A », Besoin;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement; et
- g) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*), (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'émission de l'offre : « clarifiée le _____ » ou « telle que modifiée le _____ » et insérer la ou les date(s) de la ou des clarification(s) ou modification(s).*

7.12 Attestations et renseignements supplémentaires

7.12.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.13 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ (*insérer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.14 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le

droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

7.15 Listes de prix

À la suite de l'émission de l'offre à commandes, l'offrant aura la responsabilité de fournir et de mettre à jour des listes de prix et/ou des catalogues, selon les besoins du Canada. L'offrant doit fournir un (1) exemplaire de son catalogue et de sa liste de prix ainsi que des mises à jour pertinentes à chacun des utilisateurs désignés qui en fait la demande. L'offrant doit également en faire parvenir un (1) exemplaire au responsable de l'offre à commandes à l'adresse indiquée dans l'offre à commandes.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010A (2018-06-21), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 16, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010A (2018-06-21), Conditions générales - biens (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit. (*Inclus si les paiements par carte de crédit sont acceptés par l'offrant*)

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.3.2 Instructions d'expédition - livraison à destination

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

rendu droits acquittés (DDP) à l'autorité portuaire du MPO à Steveston, Steveston (C.-B.) et à l'autorité portuaire de French Creek, Parksville (C.-B), selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial

7.4 Paiement

7.4.1 Base de paiement - prix unitaires fermes

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé *des prix unitaires fermes précisés dans l'annexe B*, selon un montant total de (montant de la commande subséquente à l'offre à commandes) \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.4.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2017-08-17), Limite de prix

7.4.3 Paiement unique

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008-05-12), Paiement unique

7.4.4 Frais de transport payés d'avance (s'appliquent si le MPO demande que la livraison soit faite ailleurs qu'à l'autorité portuaire de Steveston, Steveston [C.-B.] et l'autorité portuaire de French Creek, Parksville [C.-B.]).

L'entrepreneur doit payer d'avance les frais de transport. Ces frais doivent être inscrits séparément sur la facture, avec à l'appui une copie certifiée de la facture de connaissance de transport payé d'avance.

7.4.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa;
- b. Carte d'achat MasterCard;
- c. Dépôt direct (national et international);
- d. Échange de données informatisées (EDI);
- e. Virement télégraphique (international seulement);
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.5 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient exécutés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

7.6 Certification relative aux normes de soudage - contrat

1. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les travaux de soudage sont effectués par un soudeur certifié par le Bureau canadien de soudage (BCS) selon les normes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) suivantes
 - a. CSA W47.1 (version actuelle), Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier le niveau 2.1 de la division;
2. De plus, les travaux de soudage doivent être effectués conformément aux exigences des dessins et des spécifications qui s'appliquent.
3. Avant l'émission d'une commande (commande subséquente) et à la demande du chargé de projet, l'entrepreneur doit fournir des procédures de soudage approuvées, une liste du personnel qu'il a l'intention d'utiliser pour réaliser les travaux, ou les deux. La liste doit identifier les

qualifications obtenues relativement aux procédures de soudage du BCS pour chacune des personnes qui y sont énumérées et être accompagnée d'une copie de la certification du BCS, selon les normes actuelles en matière de soudage de la CSA, pour chacune d'elles.

7.7 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* G1005C (2016-01-28), Assurances - aucune exigence particulière

7.8 Clauses du *Guide des CCUA*

B7500C (2006-06-16) Marchandises excédentaires

Solicitation No. - N° de l'invitation
F1571-188009/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F1571-188009

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur
VAN532
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE « A »

BESOIN

STEEL SUPPLY SPÉCIFICATION

PÊCHES ET OCÉANS CANADA
PORTS POUR PETITS BATEAUX – RÉGION DU PACIFIQUE

200 – 401, rue Burrard
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6C 3S4

A. INTRODUCTION

1 GÉNÉRALITÉS

- .1 Fournir et livrer divers pieux et matériaux de charpente en acier à deux (2) endroits en Colombie-Britannique, à la demande de Pêches et Océans Canada, Vancouver (C.-B.).
- .2 Les matériaux de charpente en acier sont classés comme suit :
 - .1 Pieux en acier : pieux tubulaires, palplanches et pieux en H
 - .2 Acier de charpente : poutres à ailes larges, profilés en C, cornières, acier de charpente creux et acier doux pour charpentes diverses

2 DÉFINITIONS

- .1 « **Propriétaire** » : programme des ports pour petits bateaux de Pêches et Océans Canada, 200-401, rue Burrard, Vancouver, Colombie-Britannique, V6C 3S4.
- .2 « **Responsable de l'offre à commandes** » : achats commerciaux/région du Pacifique, Services publics et Approvisionnement Canada.
- .3 « **Entrepreneur** » : la partie acceptée par le propriétaire avec lequel un contrat officiel est conclu pour fournir du matériel ou des services conformément à l'offre à commandes.
- .4 « **Chargé de projet** » : l'autorité technique qui représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat et des commandes subséquentes. Elle est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat.

3 POINTS DE LIVRAISON

- .1 Steveston Harbour Authority : 12740, chemin Trites, Richmond, Colombie-Britannique, V7E 3R8.
- .2 French Creek Harbour Authority : 1055 Lee Road, Parksville, Colombie-Britannique, V9P 2E1.

4 POINTS DE TRAVAIL

- .1 Les travaux visés par la présente offre à commandes comprennent la fourniture, la fabrication, la livraison et le contrôle de la qualité des produits en acier.
- .2 Fret jusqu'à Steveston Harbour Authority dans un pont plat de 53 pi à trois essieux. Le déchargement sur site relève de la responsabilité du propriétaire.
- .3 Fret jusqu'à French Creek Harbour Authority dans un pont plat de 53 pi à trois essieux. Le déchargement au site relève de la responsabilité du propriétaire.
- .4 En général, les travaux à exécuter dans le cadre de la présente offre à commandes doivent comprendre la fourniture et la livraison des articles suivants :

.1 Pieux tubulaires d'acier

- .1 Joints droits et en spirale
- .2 Diam extérieurs et épaisseurs tels qu'ils figurent dans les tableaux B.1 et B.2 de l'annexe B.
- .3 Les pieux tubulaires en acier doivent avoir une longueur totale continue de 12 à 18,3 m avec des incréments de 1,52 mètre de longueur.

.2 Palplanches d'acier

- .1 AZ 19-700 ou « l'équivalent » agréé avec serrures Larssen laminées à chaud.
- .2 Les palplanches en acier doivent être fournies par paires.
- .3 Rainure de clavette/verrouillage
 - .1 C19 (ou « l'équivalent ») agréé
 - .2 Oméga 18 (ou « l'équivalent ») agréé
 - .3 Delta 19 (ou « l'équivalent ») agréé
 - .4 E22 (ou « l'équivalent ») agréé
- .4 Les palplanches et les rainures de clavette doivent avoir une longueur totale continue de 12 à 18,3 m, par incréments de 1,52 mètre.

.3 Pieux d'acier en H

- .1 Les dimensions et l'épaisseur doivent être celles indiquées dans le tableau B.4 de l'annexe B.
- .2 Les pieux en H doivent avoir une longueur totale continue de 6,1 à 12 m avec des incréments de 1,52 mètre de longueur.

.4 Profilés de charpente en acier

- .1 poutre à larges ailes;
- .2 profilé en C;
- .3 cornière;
- .4 acier de charpente creux (HSS);
- .5 acier doux pour charpentes diverses.
- .6 La section en acier de charpente doit être continue sur toute sa longueur jusqu'à 12 m.

A. SECTION DE PIEUX EN ACIER

1. GÉNÉRALITÉS

.1 DESCRIPTION

- .1 La présente section décrit les exigences relatives à la fourniture et à la fabrication de pieux tubulaires en acier, de palplanches et de pieux en H.

.2 MESURE ET PAIEMENT

- .1 Les pieux d'acier seront mesurés **en livres**.
- .2 Les pieux d'acier seront payés au prix unitaire pour chaque commande.

- .3 La présente section doit être applicable pour des longueurs comprises entre 12 et 18,3 m avec des incréments de 1,52 mètre de longueur.
- .4 La présente section doit s'appliquer aux différentes épaisseurs de tuyaux énumérées dans les tableaux B.1 et B.2 de l'annexe B. Par exemple, un pieu tubulaire d'acier en spirale de 457,2 mm de diamètre extérieur doit être utilisé pour des épaisseurs de 12,7 mm, 15,9 mm et 19,1 mm.
- .5 L'entrepreneur est responsable de la manutention et du chargement des pieux d'acier sur un camion dans sa propre cour en fonction d'un chargement complet de camion (pont plat de 53 pi à trois essieux).
- .6 Le fret jusqu'au port de Steveston et celui jusqu'au port de French Creek sont basés sur une charge complète de 53 pi par camion à trois essieux.

.3 BIBLIOGRAPHIE

- .1 American Petroleum Institute (API) Spec 5L, Specification for Line Pipe.
- .2 ASTM A252, Spécification standard pour les pieux de tuyaux en acier soudés et sans soudure.
- .3 ASTM A27/A27M, Spécification standard pour l'acier Castings, carbone, pour une application générale
- .4 CSA G40.20/G40.21, Exigences générales relatives à l'acier de construction laminé ou soudé/Acier de construction.
- .5 CSA W47.1-03, Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier.
- .6 CSA W48-14, Métaux d'apport et matériaux associés pour le soudage à l'arc (élaborée en collaboration avec le Bureau canadien de soudage).
- .7 CSA W59-18, Constructions soudées en acier;
- .8 CSA W178.1, Certification des organismes d'inspection en soudage
- .9 CSA W178.2-2018, Qualification des inspecteurs en soudage;
- .10 CAN/CSA Z245.1, Tuyaux en acier.

.4 DÉFINITIONS

- .1 Pieux en acier : pieux tubulaires, palplanches et pieux en H

.5 À REMETTRE

- .1 L'entrepreneur doit fournir les certificats de l'usine pour les pieux en acier signés par le fabricant certifiant que les matériaux sont conformes aux caractéristiques de performance et aux propriétés physiques spécifiées. Les certificats des producteurs d'acier et les rapports d'essai des aciéries doivent être conformes à la norme CAN/CSA-G40.20.

.6 LIVRAISON, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

- .1 Les pieux doivent être manipulés et entreposés de façon à éviter toute contrainte excessive ou blessure, et ceux qui sont pliés ou endommagés, ou rendus défectueux de quelque façon que ce soit, doivent être corrigés ou remplacés à la satisfaction du chargé de projet.
- .2 L'entrepreneur doit livrer sur le site des matériaux neufs en bon état et accompagnés des rapports d'essais certifiés; le logo et la marque d'identification de l'usine du fabricant doivent figurer sur les pieux.
- .3 Les pieux doivent être entreposés au-dessus du sol sur des supports en bois ou du bois d'arrimage. Les surfaces de contact des supports ou du bois d'arrimage doivent être lisses et recouvertes d'un matériau de rembourrage approprié.

1. PRODUITS

.1 PIEUX TUBULAIRES EN ACIER

- .1 Les pieux tubulaires en acier doivent avoir une résistance d'élasticité minimale de 310 MPa répondant aux exigences de la dernière version d'au moins une des spécifications suivantes :
 - .1 ASTM A252 de calibre 3;
 - .2 API 5L de calibre X46;
 - .3 CSA Z245.1-M.

.2 PALPLANCHES

- .1 Les tôles d'acier pour palplanches doivent être laminées à chaud avec système de verrouillage Larssen.
- .2 Les palplanches en acier doivent être conformes à la norme CAN/CSA STD G40.20/G40.21 calibre 350W ou « l'équivalent » approuvé.
- .3 Les palplanches en acier doivent avoir un coin laminé à chaud ou des rainures de clavette « équivalentes » à C14, Omega 18, E22 et Delta 13.
- .4 Les palplanches en acier doivent être livrées sous forme de palplanches doubles ou « par paires ».

.3 Pieux en H

- .1 Le pieu d'acier en H doit être conforme à la norme CSA G40.21 calibre 350W ou « l'équivalent » approuvé.

.4 FABRICATION ET CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

- .1 L'entrepreneur doit fournir de nouveaux pieux pleine longueur conformément à la commande.
- .2 Les épissures effectuées à l'extérieur de l'usine ne sont pas permises.

- .3 Le chargé de projet peut, à sa seule discrétion, effectuer des inspections supplémentaires d'assurance de la qualité et/ou des essais d'assurance de la qualité des soudures et des épissures. Ces inspections et/ou essais supplémentaires n'augmenteront, ni ne remplaceront le contrôle de la qualité de l'entrepreneur et ne le dégageront pas de ses responsabilités contractuelles.
- .4 Si l'inspection par le chargé de projet d'une soudure ou épissure indique un mauvais alignement des sections de pieu, une pénétration insuffisante de la soudure, l'absence de fusion, l'inclusion de scories, de la porosité, ou qu'elle ne répond pas aux exigences formulées dans le présent article, l'entrepreneur doit prendre les mesures correctives nécessaires pour fournir une soudure de pleine résistance à la satisfaction du chargé de projet. Le coût de correction des soudures défectueuses et des nouveaux essais est aux frais de l'entrepreneur.
- .5 Les pratiques de soudage et les qualifications des fabricants et des monteurs des structures soudées doivent être conformes aux versions les plus récentes des normes CSA W47, W48 et W59.
- .6 Rectitude : l'écart par rapport à la ligne droite sur la longueur totale du pieu fabriqué ne doit pas dépasser $L/1000$, où L représente la longueur totale du pieu.
- .7 Équerrage d'extrémité : lorsqu'une section du pieu est placée avec son extrémité en contact avec un plan perpendiculaire à l'axe du pieu, aucune partie de la circonférence ne doit se trouver à plus de 2,0 mm du plan.
- .8 L'entrepreneur doit fournir l'attestation nécessaire d'un organisme de certification reconnu par le chargé de projet pour démontrer que le matériel répond aux normes susmentionnées.
- .9 L'acier usagé ou récupéré n'est pas autorisé.

.5 PROTECTION CONTRE LA CORROSION

.1 SANS OBJET

3. EXÉCUTION

.1 SANS OBJET

B. PROFILÉS DE CHARPENTE EN ACIER

1. GÉNÉRALITÉS

.1 DESCRIPTION

- .1 La présente section décrit les exigences relatives à la fourniture et à la fabrication de profilés de charpente en acier qui comprennent les poutres à ailes larges (W), les profilés en C (C), les cornières (L), les profilés creux (HSS) et divers profilés en acier doux.

.2 MESURE ET PAIEMENT

-
- .1 Le profilé de charpente sera mesuré **en livres**.
 - .2 Le profilé de charpente sera payé aux prix unitaires offerts dans la commande subséquente.
 - .3 L'entrepreneur est responsable de la manutention et du chargement de l'acier de charpente sur les camions dans la cour de l'entrepreneur (charge par essieu tandem de 48 pi).
 - .4 Le profilé de charpente est applicable pour toutes les longueurs jusqu'à 12 m de long.
 - .5 Acier doux pour charpentes diverses : le propriétaire doit pouvoir faire appel contre tout acier doux de construction au taux unitaire qui n'est pas classé dans les catégories suivantes : pieux, profilés en C, cornières, acier de construction creux tels que, mais sans s'y limiter, barres plates, tôles, poutres en T, poutres en S, profilés MC, barres et tiges. La dernière version du Manuel de l'ICCA sur la construction en acier contient une liste d'aciers doux de charpente typiques.
 - .6 L'entrepreneur est responsable de la manutention et du chargement des pièces de charpente en acier sur un camion dans la cour du fournisseur.
 - .7 Le fret jusqu'au port de Steveston et celui jusqu'au port de French Creek sont basés sur une charge complète de 48 pi par camion à trois essieux.
- .3 BIBLIOGRAPHIE
- .1 ASTM A36/A 36M-08, Spécifications pour l'acier de charpente
 - .2 CSA G40.20/G40.21, Exigences générales relatives à l'acier de construction laminé ou soudé/Acier de construction.
- .4 DÉFINITIONS
- .1 Acier doux de charpente : acier malléable et acier ductile à faible teneur en carbone (environ 0,05 % à 0,25 % de carbone) qui sont utilisés dans la construction et les projets immobiliers.
- .5 À REMETTRE
- .1 Sur demande, l'entrepreneur doit soumettre au chargé de projet des copies certifiées conformes des rapports, analyses et essais de l'usine portant sur les propriétés chimiques et physiques des matériaux utilisés dans les travaux.
- .6 LIVRAISON, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION
- .1 Tous les produits doivent être manipulés et stockés de manière à éviter les contraintes excessives ou les blessures. De plus, tous les pieux pliés ou endommagés, ou autrement défectueux selon l'avis du propriétaire ou du chargé de projet doivent être réparés à leur satisfaction ou remplacés.

1. PRODUITS

.1 MATÉRIAUX

- .1 Les sections structurales creuses en acier doivent être conformes à la norme CSA G40.20/G40.21, classe « C », calibre 350W.
- .2 Tous les autres profilés laminés doivent être de calibre 350W et conformes aux normes G40.20/G40.21-M et A36.

.2 FABRICATION ET CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

- .1 Sur demande, l'entrepreneur doit soumettre au chargé de projet des copies certifiées conformes des rapports, analyses et essais de l'usine portant sur les propriétés chimiques et physiques des matériaux utilisés dans les travaux.
- .2 Toute la charpente d'acier doit être droite et exempte de plis ou de coudes. L'acier qui présente des coudes ou des courbures sera rejeté.
- .3 L'acier doit être exempt de défauts de surface et de discontinuités internes.
- .4 L'acier usagé ou récupéré ne doit pas être utilisé.
- .5 Tous les produits d'acier proposés ne doivent pas faire l'objet d'épissure sur la longueur.

.3 PROTECTION CONTRE LA CORROSION

- .1 SANS OBJET

2. EXÉCUTION

- .1 SANS OBJET

ANNEXE « B »
BASE DE PAIEMENT

Tous les prix doivent être indiqués en dollars canadiens et demeurer fermes pendant la période de l'offre à commandes précisée.

Tous les prix de la période facultative (année 2) pour les produits de l'acier au moment de la commande subséquente seront assujettis à la formule de rajustement de l'acier, comme il est indiqué dans la présente annexe B.

Tous les prix unitaires pour les pieux en acier et les charpentes d'acier doivent comprendre la manutention et le chargement des camions dans la cour de l'entrepreneur.

Tous les prix unitaires indiqués dans les tableaux B.1, B.2 et B.3 s'appliquent aux longueurs comprises entre 12 et 18,3 m, par incréments de 1,52 mètre.

Tous les prix unitaires du tableau B.4 doivent s'appliquer pour des longueurs allant jusqu'à 12 m.

Tableau B.1 : PIEUX TUBULAIRES D'ACIER EN SPIRALE

N° de l'élément	CATÉGORIE DE MAIN-D'ŒUVRE, D'INSTALLATION OU DE MATÉRIAU	Unité de mesure	Prix unitaire ferme	
			Année 1	Année 2
1	457,2 mm de diamètre extérieur x (12,7/15,9/19,1) mm d'épaisseur	lb	\$	\$
2	609,6 mm de diamètre extérieur x (12,7/15,9/19,1) mm d'épaisseur	lb	\$	\$
3	762 mm de diamètre extérieur x (9,5/12,7/15,9) mm d'épaisseur	lb	\$	\$
4	914,4 mm de diamètre extérieur x (9,5/12,7/15,9) mm d'épaisseur	lb	\$	\$
5	1066,8 mm de diamètre extérieur x (9,5/12,7/15,9) mm d'épaisseur	lb	\$	\$
6	Fret jusqu'au port de Steveston – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	\$	\$
7	Fret jusqu'au port de French Creek – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	\$	\$

Tableau B.2 TUYAUX EN ACIER À JOINT DROIT

N° de l'élément	CATÉGORIE DE MAIN-D'ŒUVRE, D'INSTALLATION OU DE MATÉRIAU	Unité de mesure	Prix unitaire ferme	
			Année 1	Année 2
1	457,2 mm de diamètre extérieur x (12,7/15,9/19,1) mm d'épaisseur	lb	\$	\$
2	609,6 mm de diamètre extérieur x (12,7/15,9/19,1) mm d'épaisseur	lb	\$	\$
3	762 mm de diamètre extérieur x (9,5/12,7/15,9) mm d'épaisseur	lb	\$	\$

4	914,4 mm de diamètre extérieur x (9,5/12,7/15,9) mm d'épaisseur	lb	\$	\$
5	1066,8 mm de diamètre extérieur x (9,5/12,7/15,9) mm d'épaisseur	lb	\$	\$
6	Fret jusqu'au port de Steveston – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	\$	\$
7	Fret jusqu'au port de French Creek – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	\$	\$

Tableau B.3. PALPLANCHES D'ACIER

N° de l'élément	CATÉGORIE DE MAIN-D'ŒUVRE, D'INSTALLATION OU DE MATÉRIAU	Unité de mesure	Prix unitaire ferme	
			Année 1	Année 2
1	AZ 19 – 700 ou l'équivalent approuvé	lb	\$	\$
2	Rainure de clavette/verrouillage de palplanches	lb	\$	\$
3	Fret jusqu'au port de Steveston – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	\$	\$
4	Fret jusqu'au port de French Creek – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	\$	\$

Tableau B.4. PIEUX D'ACIER EN H

N° de l'élément	CATÉGORIE DE MAIN-D'ŒUVRE, D'INSTALLATION OU DE MATÉRIAU	Unité de mesure	Prix unitaire ferme	
			Année 1	Année 2
1	HP12 x (53/74/84) lb/pi	lb	\$	\$
2	HP14 x (89/102) lb/pi	lb	\$	\$
3	Fret jusqu'au port de Steveston – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	\$	\$
4	Fret jusqu'au port de French Creek – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	\$	\$

Tableau B.5 PRODUITS STRUCTURELS EN ACIER

N° de l'élément	CATÉGORIE DE MAIN-D'ŒUVRE, D'INSTALLATION OU DE MATÉRIAU	Unité de mesure	Prix unitaire ferme	
			Année 1	Année 2
1	Poutre à large bride jusqu'à 90 lb/pi	lb	\$	\$
2	Poutre à large bride de 90 lb/pi jusqu'à 200 lb/pi	lb	\$	\$
3	Profilé en C	lb	\$	\$
4	Cornière	lb	\$	\$
5	Acier de charpente creux	lb	\$	\$
6	Acier doux pour charpentes diverses	lb	\$	\$
7	Fret jusqu'au port de Steveston – camion de 48 pi à essieu tandem, entièrement chargé	Chacun	\$	\$
8	Fret jusqu'au port de French Creek – camion de 48 pi à essieu tandem, entièrement chargé	Chacun	\$	\$

B.1.1. Prix des produits en acier ANNÉE 1 – Période initiale de six (6) mois

Le prix de tous les produits en acier de l'an 1 demeurera un prix ferme pendant la période initiale de six (6) mois. Les 6 premiers mois commenceront à partir de la date de clôture finale de la demande de soumissions. La période initiale de six (6) mois se termine le _____.

B.1.2 Rajustement du prix des produits en acier – le reste de l'année 1 et la période d'option

Après la période initiale de six mois, le prix des produits de l'acier sera rajusté pour chaque commande subséquente en fonction de l'index des prix de Statistique Canada « Produits primaires de métaux ferreux [Code du Système de classification des produits de l'Amérique du Nord (P61)] ». Le prix unitaire de l'acier sera celui des Produits de l'acier comme on peut le constater dans les tableaux B.1 à B.5, en même temps qu'un rajustement de l'acier. Le rajustement de l'acier peut être un montant positif ou négatif.

Rajustement de l'acier

Le rajustement de l'acier sera basé sur le pourcentage de variation de l'indice des prix des produits industriels de Statistique Canada pour les « Produits primaires de métaux ferreux [Code du Système de classification des produits de l'Amérique du Nord [P61]] », disponible sur le site Web suivant de Statistique Canada :

https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=1810003001&request_locale=fr

« Produits primaires de métaux ferreux [Code du Système de classification des produits de l'Amérique du Nord (P61)] » (mensuel) Niveau de l'indice des prix.

(IPC 1) : _____

Formule de rajustement du prix de l'acier

Le rajustement du prix de l'acier est calculé en multipliant le prix des produits d'acier indiqué aux tableaux B.1 à B.5 par le pourcentage de variation entre l'indice des prix [P61] (IPC 2) et l'indice initial des prix [P61] (IPC 1).

Le rajustement du prix unitaire de l'acier = Prix des produits de l'acier [dans les tableaux B.1 à B.5] x ([IPC2-CPI1]/CP1)

OÙ

L'indice mensuel initial des prix (IPC 1) :

IPC 1 = la moyenne de l'indice mensuel des prix des produits industriels [P61] pour les trois mois se terminant deux mois avant l'attribution de l'offre à commandes.

[P61] (mensuel) Indice des prix (API X) au moment de la commande :

IPC 2 = la moyenne de l'indice mensuel des prix des produits industriels pour les trois (3) mois se terminant deux (2) mois avant la date de rajustement des prix.

N° de l'invitation – Solicitation No.
F1571-188009/A
N° de réf. du client – Client Ref. No.
F1571-188009

N° de la modif – Amd. No.
N° du dossier – File No.

Id de l'acheteur – Buyer ID
VAN532
N° CCC / CCC No./ N° VME – FMS

Par exemple, si l'offre à commandes est émise du 1^{er} au 31 juillet, les trois (3) mois seraient février, mars et avril.

Exemple :

Prix initial des pieux tubulaires = 10 \$ la livre

IPC 1 (initial) – 1,00

IPC 2 – 1,12

Rajustement du prix de l'acier = $10 \$ \times ([1,12 - 1,00]/1,00) = 1,20 \$$

Coût de l'acier = $1,20 \$ + 10,00 \$ = 11,20 \$/\text{livre}$

ANNEXE « C de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

Instructions concernant l'offre technique et financière

1 Offre technique

La soumission technique comporte ce qui suit :

1.1 Formulaire de présentation des soumissions :

Les soumissionnaires devraient joindre le formulaire de présentation des soumissions à leur soumission. Ce formulaire constitue un document général sur lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation de la soumission et de l'attribution du contrat. L'utilisation de ce formulaire pour fournir les renseignements n'est pas obligatoire, mais elle est recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation des soumissions sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.

1.2 Justification à l'appui de la conformité technique :

Dans la soumission technique, le soumissionnaire doit prouver sa conformité ainsi que celle de la solution qu'il propose aux articles de l'annexe A (Besoin) précisés dans le formulaire de justification à l'appui de la conformité technique, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. Il n'est pas obligatoire que le formulaire de justification à l'appui de la conformité technique traite des parties de la présente demande de soumissions qui ne sont pas mentionnées dans le formulaire. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il n'est pas suffisant de simplement déclarer que le soumissionnaire, ou la solution ou les produits qu'il propose, est conforme.

1.3 Si un soumissionnaire inclut dans son offre les normes ou le matériel proposés indiqués à l'annexe A, les documents attestant de la conformité technique de l'article concerné ne sont pas requis.

1.4 Si un soumissionnaire inclut dans son offre une solution de rechange « équivalente », le soumissionnaire doit respecter l'article 2.4 Produits équivalents figurant dans la partie 2 de la présente demande de soumissions.

Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, le soumissionnaire sera jugé non conforme et sa soumission sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Référence » du formulaire de justification à l'appui de la conformité technique, où les soumissionnaires doivent inclure l'endroit précis où se trouvent les documents d'accompagnement, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa.

2. Offre financière

Les soumissionnaires doivent indiquer le prix unitaire de tous les articles indiqués à l'annexe B, Base de paiement.

2.1 PIEUX D'ACIER et PRODUITS STRUCTURELS (tableau B.1 to B.5 de l'annexe B)

a) Prix unitaire ferme (année 1)

Les soumissionnaires doivent indiquer le prix unitaire par livre pour tous les pieux et les produits structuraux en acier. Ces prix demeureront fermes pendant une période de six mois à compter de la date de clôture de la demande de soumissions

ou de toute modification apportée à la demande de soumissions. À l'issue de la période de six mois, les prix seront ajustés à la hausse ou à la baisse en fonction de l'indice du prix de l'acier de Statistique Canada pour chaque commande subséquente. Se reporter à la formule figurant à l'annexe B.

b) Période d'option (année 2)

Les soumissionnaires doivent indiquer le prix unitaire par livre pour tous les pieux et les produits structuraux en acier.

Les prix seront ajustés à la hausse ou à la baisse en fonction de l'indice du prix de l'acier de Statistique Canada pour chaque commande subséquente. Se reporter à la formule figurant à l'annexe B.

2.2 Transport de marchandises aux ports de Steveston et de French Creek

Les soumissionnaires doivent indiquer les frais d'expédition des marchandises pour des chargements complets de produits en acier et en fonction du type de camion, comme indiqué dans chaque tableau des prix de l'annexe B. Ces prix demeureront fermes pour la totalité de la période précisée dans l'offre à commandes.

4. Quantités estimatives

Les quantités estimatives énoncées dans les présentes ne doivent servir qu'à des fins d'évaluation et ne représentent pas un engagement de la part du Canada.

En se fondant sur les tableaux des prix remplis par les offrants, le total de l'évaluation financière sera calculé en fonction des quantités estimatives pouvant être achetées pendant la période de deux ans de l'offre à commandes.

Tableau B.1 : PIEUX TUBULAIRES D'ACIER EN SPIRALE

N° de l'élément	CATÉGORIE DE MAIN-D'ŒUVRE, D'INSTALLATION OU DE MATÉRIAU	Unité de mesure	Est Qty per year
1	457,2 mm de diamètre extérieur x (12,7/15,9/19,1) mm d'épaisseur	lb	111,540
2	609,6 mm de diamètre extérieur x (12,7/15,9/19,1) mm d'épaisseur	lb	180,875
3	762 mm de diamètre extérieur x (9,5/12,7/15,9) mm d'épaisseur	lb	113,713
4	914,4 mm de diamètre extérieur x (9,5/12,7/15,9) mm d'épaisseur	lb	102,557
5	1066,8 mm de diamètre extérieur x (9,5/12,7/15,9) mm d'épaisseur	lb	53,236
6	Fret jusqu'au port de Steveston – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	5
7	Fret jusqu'au port de French Creek – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	5

Tableau B.2: TUYAUX EN ACIER À JOINT DROIT

N° de l'élément	CATÉGORIE DE MAIN-D'ŒUVRE, D'INSTALLATION OU DE MATÉRIAU	Unité de mesure	Est Qty per year
1	457,2 mm de diamètre extérieur x (12,7/15,9/19,1) mm d'épaisseur	lb	67,347
2	609,6 mm de diamètre extérieur x (12,7/15,9/19,1) mm d'épaisseur	lb	135,656
3	762 mm de diamètre extérieur x (9,5/12,7/15,9) mm d'épaisseur	lb	113,713
4	914,4 mm de diamètre extérieur x (9,5/12,7/15,9) mm d'épaisseur	lb	68,372
5	1066,8 mm de diamètre extérieur x (9,5/12,7/15,9) mm d'épaisseur	lb	53,236
6	Fret jusqu'au port de Steveston – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	4

N° de l'invitation – Solicitation No.
F1571-188009/A
N° de réf. du client – Client Ref. No.
F1571-188009

N° de la modif – Amd. No.
N° du dossier – File No.

Id de l'acheteur – Buyer ID
VAN532
N° CCC / CCC No./ N° VME – FMS

7	Fret jusqu'au port de French Creek – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	4
---	--	--------	---

Tableau B.3. PALPLANCHES D'ACIER

N° de l'élément	CATÉGORIE DE MAIN-D'ŒUVRE, D'INSTALLATION OU DE MATÉRIAU	Unité de mesure	Est Qty per year
1	AZ 19 – 700 ou l'équivalent approuvé	lb	258,000
2	Rainure de clavette/verrouillage de palplanches	lb	2,400
3	Fret jusqu'au port de Steveston – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	3
4	Fret jusqu'au port de French Creek – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	1

Tableau B.4 PIEUX D'ACIER EN H

N° de l'élément	CATÉGORIE DE MAIN-D'ŒUVRE, D'INSTALLATION OU DE MATÉRIAU	Unité de mesure	Est Qty per year
1	HP12 x (53/74/84) lb/pi	lb	20,000
2	HP14 x (89/102) lb/pi	lb	20,000
3	Fret jusqu'au port de Steveston – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	1
4	Fret jusqu'au port de French Creek – 53 pi pont plat à trois essieux, entièrement chargé	chacun	1

Tableau B.5 PRODUITS STRUCTURELS EN ACIER

N° de l'élément	CATÉGORIE DE MAIN-D'ŒUVRE, D'INSTALLATION OU DE MATÉRIAU	Unité de mesure	Est Qty per year
1	Poutre à large bride jusqu'à 90 lb/pi	lb	10,000
2	Poutre à large bride de 90 lb/pi jusqu'à 200 lb/pi	lb	10,000
3	Profilé en C	lb	6,000
4	Cornière	lb	3,000
5	Acier de charpente creux	lb	3,000
6	Acier doux pour charpentes diverses	lb	3,000
7	Fret jusqu'au port de Steveston – camion de 48 pi à essieu tandem, entièrement chargé	Chacun	1
8	Fret jusqu'au port de French Creek – camion de 48 pi à essieu tandem, entièrement chargé	Chacun	1

N° de l'invitation – Solicitation No.
F1571-188009/A
N° de réf. du client – Client Ref. No.
F1571-188009

N° de la modif – Amd. No.
N° du dossier – File No.

Id de l'acheteur – Buyer ID
VAN532
N° CCC / CCC No./ N° VME – FMS

ANNEXE « D » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA;
- () Carte d'achat MasterCard;
- () Dépôt direct (national et international);
- () Échange de données informatisées (EDI);
- () Virement télégraphique (international seulement);
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

FORMULAIRE A – FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
Dénomination sociale du soumissionnaire		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Courriel	
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) [voir les <i>Instructions et conditions uniformisées</i> de 2003]		
Compétence du contrat : Province du Canada choisie par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différente de celle précisée dans la demande)		
Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète de noms de tous les administrateurs . Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s). Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.		
En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de propositions (DP) en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la DP et que : 1. le soumissionnaire considère qu'il a les compétences et que ses produits sont en mesure de satisfaire les exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; 2. cette soumission est valide pour la période exigée dans la demande de soumissions; 3. Tous les renseignements fournis dans cette soumission sont complets et exacts; 4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier se conformera à toutes les modalités énoncées dans les clauses concernant le contrat subséquent et comprises dans la demande de soumissions.		
Signature du représentant autorisé du soumissionnaire		date

Formulaire B - Formulaire d'attestation de la conformité technique

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

- 1) Les soumissionnaires doivent :
 - a) indiquer si veste proposé est conforme ou non aux exigences, à droite de chacune des **spécifications obligatoires**, dans la colonne « **Conformité** »; indiquer si les produits proposés sont conformes ou non aux exigences;
 - b) indiquer à quelle page du ou des documents techniques fournis figure l'information technique prouvant la conformité de l'appareil proposé aux spécifications obligatoires ci-après.
- 2) Il s'avère avantageux pour les soumissionnaires de fournir le plus de renseignements possible pour prouver la conformité de l'instrument à chaque spécification.
- 3) Le gouvernement du Canada n'est AUCUNEMENT tenu de demander des clarifications au sujet des soumissions ou des documents techniques justificatifs fournis. Il jugera inadmissible toute soumission dans laquelle la conformité de l'instrument n'est pas clairement prouvée. Tout écart par rapport aux spécifications doit être clairement indiqué et totalement justifié.
- 4) Sauf indication contraire, tous les documents attestant de la conformité de tous les articles figurant dans le formulaire B doivent avoir été soumis au plus tard à la date et à l'heure de clôture des soumissions.
- 5) Si un soumissionnaire inclut dans son offre la marque (ou le fabricant) **et le modèle** proposés, les documents attestant de la conformité des articles concernés ne sont pas requis. Dans tous les autres cas, les documents attestant de la conformité des articles concernés doivent être fournis avec votre soumission, avant la date et l'heure de clôture des soumissions.

Formulaire B

Formulaire d'attestation de la conformité technique

Non.	Spécifications obligatoires	Conforme (O/N)	Fournir n° de page et commentaires
O1.0	Technique Le soumissionnaire doit pouvoir fournir tous les produits en acier requis en conformité avec l'annexe A.		
O1.1	PIEU TUBULAIRE : Brochures/documentation technique Le soumissionnaire doit fournir les brochures et/ou la documentation décrivant ce qui suit : <ul style="list-style-type: none">a. une liste des pieux tubulaires en acier offerts qui doit comprendre tous les types de pieux tubulaires et leurs dimensions indiqués dans les tableaux B.1 et B.2 de l'annexe B;b. les caractéristiques techniques démontrant que les pieux tubulaires en acier possèdent une limite d'élasticité conventionnelle minimale de 310 MPa et respectent au moins une des spécifications suivantes :<ul style="list-style-type: none">i. norme ASTM-A252, grade 3,ii. norme API 5L, grade X46,iii. norme CSA Z245.1-M.		
O1.2	PIEU TUBULAIRE : Certificat d'essais en usine pour des produits fournis précédemment Le soumissionnaire doit fournir des certificats d'essais en usine pour au moins huit pieux tubulaires de tailles différentes indiqués dans les tableaux B.1 et B.2 de l'annexe B respectant les critères suivants : <ul style="list-style-type: none">a. ont été fournis il y a moins de cinq ans;b. la composition chimique, la limite d'élasticité conventionnelle et la catégorie d'acier sont indiquées;c. respectent la limite d'élasticité conventionnelle minimale de 310 MPa et respectent au moins une des spécifications suivantes :<ul style="list-style-type: none">i. norme ASTM-A252, grade 3,ii. norme API 5L, grade X46.		

Non.	Spécifications obligatoires	Conforme (O/N)	Fournir n° de page et commentaires
O1.3	<p>PALPLANCHES : Caractéristiques techniques</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir les brochures et/ou la documentation démontrant ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) palplanche Larssen à dispositif de verrouillage en acier laminé à chaud; b) grade 350W minimum; c) coins en acier laminé à chaud; d) palplanches fournies sous forme de double pile ou « par paire ». e) 		
O1.3.1	<p>Verrou/dispositif de verrouillage</p> <ul style="list-style-type: none"> a) C19 (ou « équivalent » approuvé); b) Omega 18 (ou « équivalent » approuvé); c) Delta 19 (ou « équivalent » approuvé); d) E22 (ou « équivalent » approuvé). 		<p>Proposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. _____ b. _____ c. _____ d. _____
O1.4	<p>PALPLANCHES : Certificat d'essais en usine pour des produits fournis précédemment</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir des certificats d'essais en usine pour au moins trois commandes différentes de palplanches respectant les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. ont été fournis il y a moins de cinq ans; b. conformes aux normes CAN/CSA STD G40.20/G40.21, grade 350W ou « équivalent » approuvé; c. conformes à la norme AZ 19-700 ou « équivalent » approuvé. 		<p>Proposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> b. _____ c. _____
O1.5	<p>PIEUX EN H : Certificat d'essais en usine pour des produits fournis précédemment</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir des certificats d'essais en usine pour au moins cinq pieux en H de tailles différentes indiqués dans le tableau B.4 de l'annexe B respectant les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. ont été fournis il y a moins de cinq ans; 		<p>Proposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> c. _____

Non.	Spécifications obligatoires	Conforme (O/N)	Fournir n° de page et commentaires
	b. la composition chimique, la limite d'élasticité conventionnelle et la catégorie d'acier sont indiquées; c. conformes à la norme CSA G40.21, grade 350W ou « équivalent » approuvé.		
O1.6	TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION Le soumissionnaire doit démontrer comment ses procédures de transport, d'entreposage et de manutention permettront d'éviter tout stress ou dommage pouvant plier ou endommager l'un ou l'autre des produits. Le soumissionnaire peut utiliser ou inclure des photos pour appuyer ses procédures.		
O2.0	Capacité de l'entreprise Le soumissionnaire doit exercer des activités depuis au moins cinq ans.		
O2.1	Veuillez fournir le profil de l'entreprise.		
O2.2	Le soumissionnaire doit posséder une procédure permettant de répondre aux clients par téléphone ou par courriel.		
O2.3	Le soumissionnaire doit posséder de l'expérience antérieure et avoir la capacité de fournir les produits en acier indiqués dans l'annexe A. Il doit démontrer sa capacité passée et actuelle de fournir les produits en acier requis à la Colombie-Britannique.		
O2.4	Le soumissionnaire doit avoir livré au moins cinq (5) commandes depuis le 1 ^{er} juin 2017 dont la valeur s'élevait à au moins 200 000 \$ (taxes applicables comprises) chacune. Pour chaque profil de commande, le soumissionnaire doit fournir, au minimum, la quantité de produits fournis, le type d'acier fourni, le coût total, le nom du projet, le cas échéant, le lieu de livraison et le client.		
O2.5	Pour les commandes susmentionnées au critère O2.4, le soumissionnaire doit fournir au moins trois références de clients. Il doit fournir le nom de l'entreprise, si cela n'a pas déjà été fait, le nom de la personne-ressource		

N° de l'invitation – Sollicitation No.
F1571-188009/A
N° de réf. du client – Client Ref. No.
F1571-188009

N° de la modif – Amd. No.
N° du dossier – File No.

Id de l'acheteur – Buyer ID
VAN532
N° CCC / CCC No. / N° VME – FMS

Non.	Spécifications obligatoires	Conforme (O/N)	Fournir n° de page et commentaires
	ainsi que son numéro de téléphone et son adresse courriel. Le Canada se réserve le droit de communiquer avec toutes les références fournies.		